

Leçons sur la sécurité contraceptive

4



Promotion d'un engagement
durable



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



Leçons sur la sécurité contraceptive

Entretenir l'engagement grâce à des efforts continus de promotion de la sécurité contraceptive.

Qu'est ce qu'une mission peut faire ?

- ✓ Identifier et épauler les "champions" politiques de la sécurité contraceptive dans le secteur public et le secteur privé.
- ✓ Assurer la formation et le renforcement des autres aptitudes requises pour les activités de plaidoyer de la sécurité contraceptive et leur couverture médiatique.
- ✓ Assurer la diffusion des informations sur la sécurité contraceptive.
- ✓ Encourager la participation des médias et des organismes de plaidoyer aux efforts de sécurité contraceptive pour sa planification et sa mise à exécution.

Concept principal – Maintenir la pression

Les premiers acquis en matière de sécurité contraceptive risquent de disparaître. Dans un environnement de priorités sanitaires concurrentes, de ressources limitées et de changement de direction des vents politiques, il est possible de maintenir la pression sur les gouvernements, les bailleurs de fonds et d'autres pour qu'ils restent engagés à la sécurité contraceptive, et agissent de manière tangible et résolue. Les organisations de la société civile, les médias et les "champions" au sein du secteur public comme du secteur privé peuvent :

- aider à préserver la place de la sécurité contraceptive à l'ordre du jour des gouvernements, du secteur privé et des bailleurs de fonds,
- constituer une source importante d'informations pour les décideurs, et
- servir de "cerbère" pour veiller à l'accomplissement de progrès réels, en particulier pour les plus démunis et les plus vulnérables.

L'accès aux contraceptifs et aux préservatifs doit faire partie du programme plus vaste d'équité sanitaire, où l'état (et non le gouvernement) joue un rôle de premier plan sans relation avec le changement politique. Les activités de **défense des droits au niveau national** sont essentielles lorsque les gouvernements assument une plus grande part de la responsabilité de la répartition des ressources dans le secteur santé dans le contexte des DS (démarches sectorielles). Les activités de **défense des droits au niveau infranational** revêtent une importance toute particulière en cas de décentralisation du financement et de la prestation des services dans le cadre des réformes du secteur de la santé.

La couverture médiatique de la sécurité contraceptive entraîne un changement d'orientation au Mexique



Jusqu'en 2001, les règles "acheter au Mexique" applicables aux fonds publics entravaient l'acquisition par le secteur public de contraceptifs auprès de fournisseurs étrangers. De concert avec le niveau élevé des coûts de production locale, le résultat en était que les gouvernements des états mexicains payaient les contraceptifs près de deux fois plus cher que s'ils avaient pu se les procurer sur le marché international. Par ailleurs, des ONG telles que MEXFAM et FEMAP, bien que non assujetties aux règles "acheter au Mexique" subissaient également des prix élevés en raison de leurs faibles volumes d'achat et de leur manque d'accès à des fournisseurs internationaux.

La situation a été mise en exergue par une personnalité mexicaine lors d'une conférence organisée à Istanbul en mai 2001, "Le défi de la santé génésique : approvisionnement en contraceptifs et en préservatifs pour la prévention du VIH-SIDA "[*Meeting the Reproductive Health Challenge: Securing Contraceptives and Condoms for HIV/AIDS Prevention*]. Les délégations présentes comportaient des journalistes chargés de galvaniser la couverture médiatique sur la sécurité de l'approvisionnement en produits pour la santé reproductive dans les pays en développement.

Un journaliste mexicain présent lors de la conférence a envoyé des bulletins d'information d'Istanbul sur le problème du Mexique et les inquiétudes qu'il soulève quant à l'aptitude du pays à financer ses besoins en contraceptifs. Ce reportage a fait l'objet d'une couverture par la presse écrite et les médias mexicains, contribuant à la sensibilisation au problème et aux économies réalisables par l'accès au marché international. En juillet 2001, les autorités sanitaires fédérales ont déclaré que l'approvisionnement en contraceptifs était un élément relevant de la "sécurité nationale", tout comme les vaccins et les médicaments essentiels ; ceci les dégageait de l'obligation "d'acheter au Mexique". Désormais, les états ont l'option de se fournir auprès de fournisseurs internationaux par la filière de l'UNFPA qui leur sert d'agent. En outre, ils peuvent participer à des opérations coordonnées d'achat en vrac (de concert avec des ONG), ce qui leur permet de négocier un prix moins élevé qu'en cas d'achat direct individuel.


Faire de la sécurité contraceptive une cause qui retient l'attention du public

Il existe différentes manières pour les missions de s'assurer que la sécurité contraceptive n'est pas laissée en dehors des efforts plus généraux de promotion de la santé et de participation de la société civile aux dialogues sur le secteur de la santé. Les fonctions appropriées incluent notamment la sensibilisation des médias et des organismes de défense des droits sur l'importance de la sécurité contraceptive comme priorité nationale (formulation de la question), les aider à assurer une couverture sur la base d'informations crédibles (développement du contenu), et aider d'autres partenaires, notamment les porte-parole du gouvernement et des ONG à communiquer avec les médias et les organismes de défense des droits (relations avec les médias). Les missions peuvent :

- Encourager la participation des journalistes et de la société civile aux ateliers, conférences et autres manifestations nationales et internationales traitant de la sécurité contraceptive.
- Identifier les "champions" au sein d'institutions essentielles du secteur public et du secteur privé (par ex. les ministères de la Santé et des Finances, les commissions parlementaires, les associations d'employeurs), et les épauler en leur fournissant des informations sur les tendances de la sécurité contraceptive et les besoins en la matière.

- Encourager les programmes de journalisme à incorporer une formation au renforcement des aptitudes pour la couverture des questions de santé génésique et de sécurité contraceptive – quoi écrire, comment le rédiger, les sources d’information et les audiences visées.
- Organiser des colloques et créer des réseaux qui relient les médias et les ONG aux responsables de la chaîne d’approvisionnement en produits contraceptifs et de planification familiale, les prestataires de service, et les fabricants et les distributeurs.
- Distribuer des données et des informations sur la sécurité contraceptive aux médias, aux ONG et aux autres promoteurs de la santé de manière régulière par le biais de fiches d’information, de tables rondes et de séminaires, de conférences de presse et d’entretiens en tête-à-tête avec les rédacteurs et les chroniqueurs. Leur fournir des sources crédibles d’information notamment les sites Web de l’UNFPA (www.unfpa.org), The Supply Initiative (www.rhsupplies.org), et Population Action International (www.populationaction.org).
- Inclure des messages sur la sécurité contraceptive dans les séminaires et les rapports nationaux pour les Enquêtes démographiques et de santé (EDS) et les Enquêtes sur la santé reproductive. Avec peu d’efforts supplémentaires, et à l’aide d’un outil en cours de développement par l’USAID et les CDC, il est possible d’incorporer des analyses qui mettent l’accent sur les conséquences des tendances d’utilisation des contraceptifs sur l’approvisionnement et le financement.
- Mettre l’accent sur les futurs besoins en financement de contraceptifs et de préservatifs au titre de différents scénarios de financement par les bailleurs de fonds. Ces analyses ont réussi à mobiliser, à l’échelle mondiale comme à l’échelle nationale, l’attention des gouvernements et des bailleurs de fonds, d’obtenir d’eux de nouveaux financements et de catalyser les efforts en faveur d’une meilleure coordination, une meilleure évaluation et une meilleure planification de la sécurité contraceptive.
- Faire participer les médias et les organisations de la société civile aux activités des comités de coordination de la sécurité contraceptive (cf. Leçon 1) et en assurer la participation au processus de développement des plans de sécurité contraceptive dès le début.

Renforcement de l'engagement des collectivités locales pour la sécurité contraceptive aux Philippines



Les efforts de renforcement de la sécurité contraceptive aux Philippines sont confrontés à bien des défis : le déclin du soutien à la fourniture de produits de la planification familiale par les bailleurs de fonds internationaux, l'opposition organisée à la planification familiale moderne, un programme relevant pour l'essentiel du secteur public et où les utilisateurs considèrent les contraceptifs comme un droit acquis, un environnement politique récemment décentralisé, et la décentralisation de la distribution des services de santé.

Pourtant, les collectivités locales ont la possibilité d'assumer une plus grande autonomie en matière de financement et d'obtention des contraceptifs. Cette autonomie fiscale et budgétaire leur est déléguée par le Code des collectivités locales de 1992, qui cherchait à habiliter les collectivités locales à répondre de manière efficace aux besoins et aux services de base requis par leurs administrés.

L'engagement des collectivités locales à la planification familiale est d'ores et déjà une réalité à plusieurs niveaux. Une démarche coordonnée des activités de plaidoyer a été mise en application pour appuyer et renforcer cet engagement dans la province de Pangasinan. Des dialogues soutenus ont commencé par être organisés avec les différentes organisations de la société civile, les principaux représentants des autorités locales et les prestataires de services. Les résultats des études au niveau communautaire ont été utilisés pour identifier les avantages de la planification familiale et pour produire un plan uniforme de défense des droits qui permet aux directeurs généraux locaux d'affecter des ressources budgétaires à l'acquisition de contraceptifs. Le lancement du programme ABLÉ (Advocates for Better Life in Pangasinan) a donné naissance à un réseau multisectoriel prônant l'accès aux produits et aux services de la planification familiale et la disponibilité de ces derniers qui constituent un besoin élémentaire des populations auquel les directeurs généraux locaux doivent répondre.

Le programme ABLÉ englobe maintenant dix municipalités, avec des membres formés à l'élaboration de

plans de plaidoyer. Une série d'analyses budgétaires et d'ateliers de planification à l'intention des agents municipaux de santé et de population a été lancée en juillet 2003, complétée par des manifestations menées par le groupe ABLE au niveau communautaire.

Cette double démarche, à savoir les défenseurs au niveau interne auprès des collectivités locales, qui jouent un rôle de surveillance des politiques élaborées et les défenseurs de la société civile au sein des groupes communautaires, a contribué à intensifier et à renforcer l'engagement à la sécurité de l'approvisionnement en produits contraceptifs. Le résultat en est une démarche sans précédent au financement des contraceptifs, certes, mais aussi des services de santé en général. Neuf des municipalités de la province de Pangasinan sont aujourd'hui associées aux efforts du gouvernement provincial pour l'affectation de fonds à l'acquisition de contraceptifs en 2004, par comparaison à un financement inexistant du passé. Qui plus est, ceci constitue la première réponse conjointe formelle du gouvernement provincial et des collectivités municipales dans le but de maximiser les ressources consacrées à l'amélioration des services de santé.

Bibliographie complémentaire

Bonk, K., Griggs, H. et Tynes, E. 1999. *The Jossey-Bass Guide to Strategic Communications for Nonprofits*. San Francisco, Ca.: Jossey-Bass Inc., Publishers. [Un guide par étape à la collaboration avec les médias, notamment pour obtenir la modification de politiques publiques.]

Boyd, B., et al. 1999. *Création de réseaux pour le changement de politiques : Un manuel de formation pour le plaidoyer*. Washington, D.C.: Policy Project/Futures Group International. (http://www.policyproject.com/pubs/AdvocacyManual_fra.pdf). [Un instrument conçu à l'intention des sections pour aider les ONG et les réseaux à négocier les phases principales des activités de défense des droits : formation de réseaux, identification des créneaux politiques et organisation de campagnes.]

Centre for Population and Development Activities (CEDPA). 1999. *Plaidoyer : Développement d'aptitudes pour les dirigeants d'ONG*. CEDPA Training Manual Series Vol IX. Washington, D.C.: CEDPA. (http://www.cedpa.org/uploaded_files/advocacy_french_all.pdf). [Un programme de cours de trois jours pour le renforcement des aptitudes des dirigeants des ONG à prôner le changement dans le domaine de la santé reproductive.]

Hegazi, S. et Khalifa, M. 2000. *Increasing the Coverage of Reproductive Health Issues in Egyptian Press*. New York, N.Y.: Frontiers in Reproductive Health/Population Council, Washington, D.C.: Policy Project/Futures Group International.

(http://www.popcouncil.org/pdfs/frontiers/FR_FinalReports/egyptmedia.pdf). [Rapports sur un projet de renforcement des connaissances des journalistes sur les questions de population et de santé génésique, d'intensification de la couverture de ces questions par la presse arabe et la consolidation d'un réseau de journalistes engagés à la couverture des questions de santé génésique.]

Policy Project. 2003. *Human Rights and Reproductive Health Matrix*.

Washington, D.C.: Policy Project/Futures Group International.

(<http://www.policyproject.com/matrix/>). [Une liste des documents internationaux sur les droits de l'homme concernant la santé génésique et maternelle, la planification familiale et le VIH-SIDA ; fournit des informations sur les obligations en matière de droits de l'homme des pays où opère le projet.]

Population Communication Services (PCS). 1999. *"A" Frame for Advocacy*.

Baltimore, Md.: PCS/Center for Communication Programs, Johns Hopkins School of Public Health. (<http://www.inforforhealth.org/pr/advocacy/index.shtml>). [Un guide en six étapes au service des activités de défense des politiques publiques, notamment les analyses, la stratégie, la mobilisation, l'action, l'évaluation et la continuité.]

Salzman, J. 1998. *Making the News. A Guide for Nonprofits and Activists*.

Boulder, Co.: Westview Press. [Un guide pratique sur la manière d'attirer l'attention des médias, notamment l'organisation d'une manifestation médiatisée, l'obtention d'une couverture par les actualités, la gestion de l'attention médiatique et la manière de se comporter comme source d'informations.]

Les missions peuvent également s'abonner au magazine *The Communicator*, le bulletin mensuel de l'USAID sur ses activités de communications et de relations publiques dans les secteurs de la population, de la santé et de la nutrition. Pour vous abonner par courrier, veuillez envoyer un message sans texte à Communicator@phnip.com avec le mot "subscribe" (abonnement) comme sujet du message.

L'équipe de l'USAID chargée de la sécurité contraceptive œuvre au développement et au renforcement de la planification et de la mise en application de la sécurité contraceptive dans les pays, notamment par les moyens suivants :

- le développement de stratégies et d'outils adéquats pour la sécurité contraceptive et l'appui à leur utilisation,
- l'amélioration du processus de prise de décision en matière de sécurité contraceptive par le renforcement de la disponibilité des données et leur analyse, et
- un leadership à l'échelle mondiale.

L'équipe offre une assistance technique aux missions et à leurs partenaires en matière de recherche et analyse, de planification et programmation stratégique, de suivi et évaluation, et d'élaboration et mise en application d'activités sur le terrain. Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Contraceptive Security Team
c/o Mark Rilling ou Alan Bornbusch
Commodity Security and Logistics Division
Office of Population and Reproductive Health
Bureau for Global Health
USAID
Washington, D.C.
CSL@usaid.gov

